



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

Compte-rendu de réunion

Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) en formation « Carrières » du 6 octobre 2022

Le jeudi 6 octobre 2022 à 14h30, la CDNPS s'est réunie, à la préfecture, dans sa formation « carrières », sous la présidence de Madame Catherine FOURCHEROT, secrétaire générale de la préfecture.

Étaient présents :

Représentants des services de l'État :

- Monsieur Philippe CHARTIER – DREAL Occitanie, direction des risques industriels
- Monsieur Sébastien VIGNAL – DREAL Occitanie, UID 82/46

Personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles :

- Monsieur Frédéric GÉRARDIN – Chambre d'Agriculture de Tarn-et-Garonne
- Monsieur René DELCROS – président de la fédération de la pêche et des milieux aquatiques

Représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières :

- Monsieur Christophe CLUZON – UNICEM
- Monsieur Laurent PONS – UNICEM
- Monsieur Lionel LAFFONT – fédération du BTP

Également présents :

- Madame Jordane ESTEBE – préfecture, directrice de la DCIAT
- Monsieur Stéphane RONDEAU - préfecture, DCIAT, MPE

Étaient absents ou excusés :

- Madame la directrice départementale des territoires
- Monsieur Alain BELLOC, vice-président du conseil départemental
- Monsieur Emmanuel CROS, vice-président du conseil départemental

- Monsieur Jean-François FERNANDEZ, maire de Finhan
- Madame Marie-Bernadette CÜRATO, association Al País de Boneta - CPIE Quercy-Garonne

Après avoir constaté que le quorum était atteint, la secrétaire générale rappelle que l'ordre du jour porte sur l'avis que doivent émettre les membres de la CDNPS « carrières » sur le projet de schéma régional des carrières, en vertu des dispositions de l'article R.515-3 du Code de l'environnement.

Elle ajoute que la loi du 24 mars 2014 relative à l'accès au logement et à un urbanisme renoué (loi ALUR) a créé les schémas régionaux de carrières qui se substituent aux schémas départementaux.

Elle donne ensuite la parole à Monsieur Philippe CHARTIER, chef du département sol – sous-sol – éoliennes de la direction des risques industriels de la DREAL Occitanie afin qu'il expose son rapport.

1) Exposé du rapport

L'article 129 de la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014, crée les schémas régionaux des carrières (SRC) qui remplacent, dès leur approbation par chaque préfet de région, les schémas départementaux.

Les schémas départementaux ont été créés par la loi du 4 janvier 1993. En Tarn-et-Garonne, le schéma a été adopté le 13 avril 2004 et renouvelé le 5 mars 2012.

Le SRC prend en compte l'ensemble des enjeux du territoire régional ainsi que l'intégration de l'économie circulaire.

Le représentant de la DREAL Occitanie expose son rapport en trois parties :

1) la définition du SRC

Le SRC est un document de planification sur douze ans qui vise à définir un bon approvisionnement des matériaux de carrières pour le BTP, l'industrie et la construction traditionnelle.

Il fixe :

- les conditions générales d'implantation des carrières ;
- les gisements d'intérêt régional ou national ;
- les orientations d'utilisation économe de la ressource minérale primaire ;
- les orientations relatives à la logistique ;
- les mesures permettant la mise en œuvre du principe « éviter, réduire, compenser » les impacts de l'activité ;
- les orientations en matière de remise en état et de réaménagement.

Il est approuvé par le préfet de région.

Le projet de SRC a été élaboré de manière collégiale à partir du milieu de l'année 2018 avec la tenue de quatre COPIL et une consultation des EPCI du 12 janvier au 12 avril 2022, pour avis.

La saisine des CDNPS et d'autres organismes (conseils régionaux et départementaux, parcs naturels régionaux et nationaux, comités de bassin....) constitue la deuxième étape.

Le public sera consulté dans un troisième temps.

Le SRC est constitué :

- d'une notice qui le résume ;
- d'un rapport qui est composé d'un bilan des schémas départementaux, d'un état des lieux et d'une analyse des enjeux, d'une vision prospective du besoin et les scénarios d'approvisionnement, les modalités de suivi et d'évaluation du SRC ainsi que des documents cartographiques ;
- d'un rapport d'évaluation environnementale.

490 carrières ont été recensées en Occitanie :

- 310 de matériaux de construction (granulats) : production de 39 MT/an ;
- 120 de roches ornementales et de construction : production de 230 KT/an ;
- 60 de roches et minéraux industriels : production de 5,5 MT/an.

Le SRC comporte une approche environnementale à travers la classification des enjeux liés à l'eau, la biodiversité et le paysage (ainsi que ceux liés à l'agriculture et à la forêt).

La classification comporte quatre niveaux, du niveau 1 où l'implantation de nouvelles carrières est interdit au niveau 4.

Afin de prendre en compte les enjeux agricoles et sylvicoles, la DRAAF a rédigé des documents spécifiques à la préservation de ces enjeux.

Concernant la prospective, une étude des facteurs d'évolution des besoins a été effectuée pour chaque type de matériaux.

Pour les granulats qui représentent près de 90 % de la production régionale, ont été retenues dans cette étude :

- l'évolution de la population : choix du scénario central de l'INSEE ;
- l'évolution de l'activité économique : six grands projets structurants et l'estimation de leurs besoins en matériaux ont été retenus, dont l'un concerne le Tarn-et-Garonne, la LGV Bordeaux-Toulouse ;
- l'évolution des modes de construction, notamment l'artificialisation nette ;

Le scénario d'approvisionnement en granulats qui a été retenu est un scénario de type tendanciel en excluant un scénario « haut » et un scénario « bas ».

Il existe vingt-six bassins régionaux d'exploitation des granulats dont les situations sont très disparates.

Il y aura un besoin d'extension et de création d'exploitation, tenant compte du terme de l'autorisation de certaines carrières.

Le département de Tarn-et-Garonne ne comporte qu'un seul bassin, celui de Montauban.

C'est un bassin excédentaire avec une autonomie de 179 % mais qui est sollicité pour alimenter les bassins d'Auch et de Toulouse et, à terme, les bassins déficitaires de Cahors et d'Albi.

On estime qu'à l'horizon 2031, le bassin devrait rester excédentaire avec une autonomie de 105 % et que le maintien de sa situation conservera une importance dans l'intérêt de l'équilibre « régional proche ».

Pour les minéraux industriels, le scénario retenu est celui d'une progression des besoins proportionnellement à l'évolution démographique de la région, soit plus 9 % jusqu'en 2031.

S'agissant des roches ornementales et de construction, une stabilisation des besoins régionaux est envisagée.

Le rapporteur considère, en conclusion des scénarios prospectifs que pour les trois familles de matériaux, des renouvellements, extensions ou création de nouvelles carrières sont à prévoir pour assurer une réponse aux besoins.

2) les orientations et principales dispositions

Ont été identifiées les structures et les personnes concernées :

- les exploitations de carrières et leurs fédérations ;
- les porteurs de projets d'aménagement hors carrières, collectivités et structures porteuses de SCOT ;
- les opérateurs de transports ;
- l'État, les institutions et les associations.

Pour chaque disposition seront mis en place des indicateurs.

Six orientations ont été retenues, déclinées en vingt-deux objectifs et soixante-et-une mesures :

- orientation 1 : favoriser un approvisionnement économe et rationnel en matériaux, déclinée en huit objectifs ;
- orientation 2 : favoriser le recours aux ressources secondaires (recyclées) et matériaux de substitution, déclinée en six objectifs ;
- orientation 3 : respecter les enjeux environnementaux du territoire pour l'implantation et l'exploitation des carrières, déclinées en six objectifs notamment celui de l'intégration des carrières dans le paysage, en favorisant les bonnes pratiques, coordonner la remise en état au terme de l'exploitation et recourir à un paysagiste concepteur ;

- orientation 4 : favoriser une remise en état concertée et adaptée, déclinée en trois mesures opérationnelles ;
- orientation 5 : recourir à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement, déclinée en trois objectifs, en maintenant le report modal même si peu de carrières disposent d'un embranchement ferroviaire ;
- orientation 6 : mettre en place une gouvernance du SRC d'Occitanie neutre et représentative des différents acteurs. Cette orientation est composée d'une seule mesure qui a pour objectif de réfléchir puis, de créer un observatoire des matériaux.

Cet observatoire sera un outil pour partager, comprendre et analyser les données liées aux matériaux de carrières. L'observatoire régional pourra anticiper les questions de besoins, de ressources et des usages.

3) les étapes suivantes de l'élaboration du SRC

Une fois les avis des treize CDNPS « carrières » de la région recueillis, se déroulera un cinquième COPIL.

Ensuite, le projet de SRC sera mis à la disposition du public. Un sixième COPIL se tiendra à la suite de cette consultation.

Enfin, au début de l'année 2023, la DREAL transmettra au préfet d'Occitanie un rapport pour approbation du SRC.

La secrétaire générale remercie le représentant de la DREAL pour sa présentation et propose aux membres de la commission d'échanger sur le projet de SRC.

II) discussion

Le représentant de la chambre d'agriculture s'interroge sur les règles environnementales qui seront contenues dans le SRC et quelles seront leurs conséquences sur l'activité agricole.

Le représentant de la DREAL lui répond que le but du SRC n'est pas de créer des exigences juridiques supplémentaires. Il ajoute que le SRC recommandera, en cas de cessation d'exploitation d'une carrière, un retour à un usage agricole quand celui-ci existait préalablement à l'ouverture de la carrière.

Le président de la fédération de pêche et des milieux aquatiques remarque que le projet de SRC prévoit que dès le projet de fermeture de la carrière, est pris en compte le futur usage du site, avant même la remise en état.

Le représentant de la DREAL indique que le SRC recommande que la concertation se déroule très en amont.

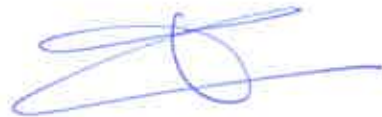
La secrétaire générale clôt la discussion et propose aux membres de la commission de délibérer et voter sur le projet de SRC.

III) délibération et vote

Les membres de la CDNPS émettent un avis favorable, à l'unanimité, au projet de schéma régional des carrières d'Occitanie.

L'ordre du jour étant épuisé, la secrétaire générale lève la séance à 15h15.

La présidente de séance,



Catherine FOURCHEROT